



FOURNITURE ET DISTRIBUTION DE REPAS PRÉPARÉS EN LIAISON FROIDE ET NETTOYAGE DES LOCAUX DE RESTAURATION SCOLAIRE

PROCÉDURE ADAPTÉE

MARCHÉ N°202501

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

**Date limite de réception des offres : Avant le
Mardi 22 avril 2025 à 16 heures**

[Pouvoir adjudicateur :](#)

Commune de Plailly
15, rue de Paris
60128 PLAILLY

[Tél : 03.44.54.30.21](tel:03.44.54.30.21)

Courriel : mairie@plailly.fr

SIRET : 216 004 887 00040

Sommaire :

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

[1.1 Objet :](#)

[1.2 Lots :](#)

[1.3 Durée du marché :](#)

[1.4 Nature et variations des prix](#)

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

ARTICLE 3 – DEFINITIONS

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 5 – REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE

ARTICLE 6 – REPRESENTANT DU TITULAIRE DU MARCHE

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE

ARTICLE 8 – PRIX, DECOMPTES ET REVISIONS

[8.1 Prix](#)

[8.2 Décomptes](#)

[8.3 Révisions](#)

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE REGLEMENT

ARTICLE 10 – ASSURANCE DU TITULAIRE

ARTICLE 11 – LITIGES ET SANCTIONS

ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet :

Le présent marché à bons de commande a pour objet :

- Les prestations de fournitures et de distribution de repas préparés en liaison froide et le nettoyage des locaux de restauration scolaire et extrascolaire.
- Les repas sont à destination de :

- l'école élémentaire, l'école maternelle, le personnel enseignant, le personnel communal selon le calendrier scolaire ;
- la garderie maternelle et élémentaire des mercredis et des vacances scolaires ainsi que

1.2 Lots :

Le marché n'est pas alloti

1.3 Durée du marché :

2 ans reconductible 1 fois

Le marché prendra effet à la rentrée des classes de septembre 2025, soit le 1 septembre 2025. (Date non contractuelle, si changement du calendrier scolaire par le ministère de l'Education Nationale)

1.4 Nature et variations des prix :

Les prix sont unitaires et révisables.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La présente consultation relève de la procédure adaptée Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre sans minimum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Conformément à l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, le présent marché est régi par les règles des accords-cadres exécutés à bons de commande avec un montant maximum de 390 000 € HT.

ARTICLE 3 – DEFINITIONS

- ➡ **Contrat** : le **contrat** est un accord-cadre passé en Marché à procédure adaptée (Article L 2123-1 Code de la commande publique). **Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021.**

Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
NOR : ECOM2106868A

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2021/3/30/ECOM2106868A/jo/texte>

JORF n°0078 du 1 avril 2021
Texte n° 18

Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.

- ➡ **Acheteur** : l'**acheteur** désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
- ➡ **Titulaire** : le **titulaire** désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur.
- ➡ **Prestation** : la **prestation** est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- ➡ L'Acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles
- ➡ Le Bordereau des Prix Unitaires
- ➡ Le présent C.C.A.P.
- ➡ Le C.C.T.P.
- ➡ Le CCAG Fournitures courantes de services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- ➡ L'offre technique du titulaire

Pièces d'ordre général

Les documents en vigueur étant ceux conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 – REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE

La commune de Plailly est légalement représentée par son Maire en exercice, monsieur Michel MANGOT agissant comme personne responsable du marché.

Adresse et coordonnées :
Commune de Plailly
15 rue de Paris
60128 Plailly

Téléphone : 03.44.54.30.21
Courriel : mairie@plailly.fr
Site internet : www.plailly.fr

Plusieurs personnes pourront être désignées par l'acheteur pour le représenter dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 6 – REPRESENTANT DU TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire indiquera les noms et coordonnées des personnes en charge de l'exécution des prestations. En cas de changement, il conviendra d'en informer sans délai les services de la commune de Plailly représentés.

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE

La durée du présent marché est fixée à une année calendaire. Ce marché est renouvelable une fois. Conformément à l'article 15 du Code des Marchés Publics, la personne responsable du marché fera connaître par écrit au titulaire du marché sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois avant la date anniversaire.

Il est précisé qu'en cas de dénonciation ou à l'expiration du marché, le service de fournitures et livraison de repas en liaison froide au restaurant scolaire de la commune de Plailly, devra être assuré jusqu'à ce que le marché soit notifié au nouvel attributaire, sans toutefois dépasser 3 mois.

ARTICLE 8 – PRIX, DECOMPTES ET REVISIONS

8.1 Prix :

- ➡ Les prix du contrat détaillés en Hors taxe sont unitaires et fermes la première année du marché.
- ➡ Les prix indiqués au présent contrat en Hors taxe sont fermes jusqu'au 31 août 2026.
- ➡ Les prix indiqués au présent contrat en Hors taxe pourront être révisés annuellement à la date anniversaire du début de son exécution, à savoir le premier jour de la rentrée scolaire, selon la méthode de calcul de révision adaptée à l'indice INSEE retenu à savoir :

INDICE DÉFINITION IDENTIFIANT INSEE

Indice des prix à la consommation - Ensemble des ménages - France métropolitaine - par fonction de consommation - Repas dans un restaurant scolaire ou universitaire

L'indice publié au 15/01/2025 est de 107.39 pour l'année 2024.
Source

Indice des prix à la consommation / IPC

- Idbank : **001765066** :

S'agissant des tarifs horaires du personnel mis à disposition pour le nettoyage des locaux de la restauration scolaire les tarifs pourront également être révisés en fonction de la dernière augmentation du SMIC connue pour les prestations de service.

Les prix du présent marché tiennent compte de toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution du marché, à quelque titre que ce soit, et du bénéfice du prestataire.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

8.2 Les décomptes :

Ils seront récapitulatifs. Ils reprendront les prix unitaires, les quantités facturées et le détail des prestations. Pour les frais de personnel, le décompte fera figurer le détail du tarif horaire et le nombre d'heures facturées. A l'appui le décompte quotidien récapitulatif devra être joint.

8.3 Révision :

Les prix du marché sont fermes pour la période du 1er septembre 2025 au 31 août 2026. Ils sont révisibles ensuite chaque année et pour la première fois au 1er septembre 2026, selon la formule paramétrique suivante et arrondis au millième supérieur :

$$P = P_o \times I/I_o$$

P = prix de facturation HT révisé (révision à la date anniversaire du marché)

P_o = prix initial du marché en euros HT pour la première révision, puis prix en euros HT résultant de la révision précédente (pour les révisions suivantes).

I = indice des prix des repas dans un restaurant scolaire ou universitaire, valeur en vigueur le mois m de la révision du marché

I_o = même indice, valeur en vigueur le mois m de l'année n-1

Le titulaire du marché s'engage à communiquer les éléments de révision de prix au début du mois précédant l'actualisation.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE REGLEMENT

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et en TTC.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le Comptable assignataire des paiements de la commune de Plailly :

SGC de Senlis
20/24 Chaussée Brunehaut
60 300 Senlis
sgc.senlis@dgifp.finances.gouv.fr
[03 44 53 05 48](tel:0344530548)

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

ARTICLE 10 – ASSURANCE DU TITULAIRE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire de toutes les assurances couvrant de façon suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion des actes de toutes natures accomplis pour l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

Le titulaire s'engage également à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de la collectivité par la présentation d'attestations et/ou de quittances correspondantes.

Dans tous les cas, le titulaire justifiera d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 11 – LITIGES ET SANCTIONS

En cas de manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, la Collectivité met en demeure le Titulaire d'exécuter lesdites obligations, par lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en demeure doit être suivie d'effet.

Si des mesures correctives ne sont pas engagées, la Collectivité pourra appliquer des pénalités dont les montants sont forfaitaires en fonction de catégorie. Selon le degré de manquement au contrat, les pénalités pourront être portées jusqu'à 500 € en cas de récidive.

En matière d'hygiène et sécurité au-delà de 5 constats de non-conformité pour la même infraction, la déchéance de l'accord-cadre pourra être prononcée.

La pénalité d'un montant de **150,00 €** pourra être appliquée dans le cas de :

- Du non-respect de la variation des repas :

En cas de non-respect de la variation des menus après 2 semaines consécutives, soit en 3 - ème et 4 -ème semaine, il sera appliqué une pénalité de 150 € par infraction

- De non-conformité de livraison de repas :

En cas de non-conformité de livraison de repas, il sera appliqué une pénalité de 150 euros par infraction, notamment en cas :

- D'absence de livraison ou la livraison partielle constatées par Commune
- De non-respect des horaires de livraison,
- De la défectuosité d'un ou plusieurs contenants.

La pénalité en matière d'hygiène et sécurité d'un montant de **250,00 € à minima** pourra être appliquée dans le cas de :

- Non-conformité des aliments et/ou préparations constatée par les rapports d'analyse bactériologiques, non-respect des règles en vigueur en matière d'hygiène alimentaire constaté par la Commune.
- Non-respect de la chaîne du froid, des conditions de température imposées par la réglementation

Une pénalité de 250 € HT est appliquée au 1er constat, portée à 500 € HT en cas de récidive. Au-delà de 5 constats de non-conformité pour la même infraction, la déchéance de l'accord-cadre pourra être prononcée.

En cas de faute, d'une mauvaise exécution des prestations décrites ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article **41.1 du CCAG**. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Tribunal compétant en cas de litige :

Tribunal administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
CS 81114
80011 Amiens Cedex 01

Télécopie : 03 22 33 61 71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

A

Le

Signature